



Paribas

Aux origines de Paribas

La Banque de Paris et des Pays-Bas naît en 1872 de la fusion entre la Banque de crédit et de dépôt des Pays-Bas et la Banque de Paris.

Le nouvel établissement, installé dans l'immeuble de la Banque de Paris au 3 rue d'Antin à Paris, s'inscrit dans la tradition de la haute banque européenne dont il est issu. En effet, la Banque de crédit et de dépôt des Pays-Bas, fondée en 1863 à Amsterdam, était déjà le résultat d'alliances entre maisons familiales européennes opérées sous la conduite de l'influent et créatif Louis-Raphaël Bischoffsheim, banquier à Amsterdam depuis les années 1820. Pour sa part, la Banque de Paris avait été fondée à Paris en 1869 par Adrien Delahante, Edmond Joubert et Henri Cernuschi.

Dès sa création, la Banque de Paris et des Pays-Bas s'impose en tant que chef de file de l'émission des emprunts de libération du territoire destinés à couvrir le paiement de l'indemnité de guerre due par la France à l'Allemagne à la suite de la guerre de 1870. La collecte des fonds s'effectue par l'intermédiaire de son siège parisien et de ses trois succursales européennes : Amsterdam, Bruxelles et Genève dont la force de placement constitue un des atouts majeurs de la nouvelle banque.

Les activités d'une grande banque d'affaires française, 1872-1914

Durant cette période, la Banque de Paris, comme on continuait de l'appeler, développe deux grands types d'activités : les émissions de titres sur le marché français et le financement des entreprises, avec la mise en place progressive d'une stratégie industrielle.

Entre 1872 et 1914, la BPPB connaît une période de prospérité, notamment sous la présidence d'Eugène Goüin, l'un de ses fondateurs (1895-1909). Elle dirige de nombreux syndicats d'émission d'emprunts d'états ou de collectivités. Dans le même temps, elle constitue un important portefeuille-titres, en France et surtout à l'étranger, notamment dans les entreprises industrielles (comme le norvégien Norsk Hydro) ou de services publics, (chemins de fer, tramways, électricité).

L'Europe représente, en 1913, plus de la moitié du portefeuille-titres avec la création ou la prise de participations dans de nombreuses banques : Banco Español de Credito, Banca Commerciale Italiana, Banque russo-asiatique, première banque russe de l'époque, et d'autres établissements en Europe centrale.

Hors d'Europe, la banque participe, dès la fin du XIXe ou au début du XXe siècle à la création d'établissements de crédit en Amérique du Nord (Crédit foncier franco-canadien, Banco Nacional de Mexico), et du Sud (Banque française et italienne pour l'Amérique du Sud-Sudaméris), ainsi qu'en Asie (Banque franco-japonaise) et en Afrique (Banque d'Etat du Maroc).

Elle établit également des relations étroites de correspondants avec les grands représentants de la finance internationale qui lui permettent d'étendre son influence outre-mer, sans pour autant disposer d'un réseau bancaire proprement dit. Pendant la Première Guerre mondiale, la banque participe activement à l'effort de guerre (emprunts de la défense nationale, développement d'une industrie d'armement).

Une stratégie prudente dans l'entre-deux-guerres et pendant la Seconde Guerre mondiale

La période d'instabilité politique et financière de l'entre-deux-guerres européen voit un relatif repli de l'établissement. Horace Finaly, directeur général entre 1919 et 1937, oriente avec prudence sa politique sur la voie des prises de participations industrielles, dans le prolongement des opérations d'émission, dans les secteurs de la chimie, l'électricité, le pétrole, avec la création de la Compagnie française des pétroles et le développement de relations étroites avec Esso Standard et les pétroliers roumains (Steaua Romana) ; de même, la banque s'engage dans les secteurs de la sidérurgie et de la communication, avec Havas, Hachette et la Compagnie générale de TSF.

Durant cette période, le portefeuille étranger diminue au profit de la France et de son empire. Toutefois, à la suite de l'éclatement de l'empire austro-hongrois, et à la demande de l'Etat français, Paribas intervient activement dans cette zone au travers de la Banque des pays de l'Europe centrale, issue de la Länderbank autrichienne. Par ailleurs, des positions importantes sont préservées ou même développées en Amérique et au Moyen-Orient, en particulier avec la Banque ottomane, dont la banque devient actionnaire de référence à partir de 1920.

La Seconde Guerre mondiale est une période de faible activité, la banque étant coupée de ses affiliations et correspondants dans les pays alliés. Elle perd aussi une partie de ses actifs étrangers notamment en Europe centrale et en Norvège (Norsk Hydro), mais reste active dans les territoires d'outre-mer (Maroc). Parallèlement, elle s'intéresse au développement de brevets industriels en particulier dans le secteur énergétique, dans la perspective d'une reprise espérée des activités économiques, une fois le conflit terminé.

Vers une diversification des métiers

Dans le cadre de la loi du 2 décembre 1945 qui refonde le système bancaire français, la BPPB choisit le statut de banque d'affaires et échappe ainsi à la nationalisation.

La nouvelle législation bancaire lui permet de mettre son activité au service des entreprises et de favoriser ainsi la restructuration de l'industrie française pour lui permettre d'affronter la concurrence internationale dans les domaines nouveaux de l'informatique, avec Bull, et de l'électronique, avec le rapprochement Thomson, Brandt, CSF.

Jean Reyre, directeur général de 1948 à 1966 puis président jusqu'en 1969, développe le financement des exportations de biens d'équipement dans le monde, spécialement vers les pays en voie de développement grâce à des formules nouvelles de crédits à l'exportation à moyen terme : dans la sidérurgie en Amérique latine (par exemple Paz del Rio en Colombie, Cosipa au Brésil), dans l'électricité avec le projet de Cabora Bassa au Mozambique, ainsi que dans la pétrochimie en Scandinavie. Poursuivie jusque dans les années 1970-1980, cette stratégie permettra l'élaboration de projets de grande envergure comme le métro de Caracas au Venezuela ou dans l'aéronautique européenne avec Airbus.

Au plan industriel, la banque s'affirme notamment dans l'industrie papetière (La Rochette), le pétrole (Total, Aquitaine), les secteurs métallurgique et sidérurgique avec Nord-Est et Usinor, et dans le tourisme, aux côtés de chefs d'entreprise innovants avec le Club Méditerranée par exemple, ou les Wagons Lits. A l'international, la BPPB renforce sa présence en Extrême-Orient, en Europe centrale, en URSS et au Moyen-Orient, notamment en Iran où Paribas devient actionnaire de la Banque de Téhéran en 1958, et ouvre au début des années 1960 une investment bank à New York (1960), puis des filiales à Londres et Luxembourg (1964) devant la réouverture du marché international des capitaux (1965).

La Compagnie financière de Paris et des Pays-Bas

A la suite des lois Debré de 1966-1967 qui décloisonnent les activités de banque de dépôts et de banque d'affaires, Jean Reyre procède en 1968 à une importante réorganisation structurelle et juridique de l'établissement : le groupe est désormais coiffé par une société holding, la Compagnie financière de Paris et des Pays-Bas, dont les participations se répartissent en quatre grandes filiales spécialisées :

- La BPPB reprend l'activité bancaire et financière de l'ancienne banque.
- L'OFPI, Omnium de participations financières et industrielles, réunit l'ensemble des participations industrielles du groupe en France.
- L'OPB, Omnium de participations bancaires, constitue le pôle de participations bancaires et financières françaises.
- Paribas International reprend le contrôle des entités bancaires à l'étranger et, d'une manière plus générale, des participations hors de France.

A la recherche de ressources, la banque tente de prendre le contrôle du Crédit industriel et commercial en 1968 ; cette tentative se heurte à l'opposition de la Compagnie financière de Suez et aboutit finalement à un accord en 1971, aux termes duquel elle prend le contrôle du Crédit du Nord et de la Banque de l'union parisienne, qui sont fusionnés sous son égide. Parallèlement, la banque, présente à Paris et Marseille, développe à partir de 1967 un réseau d'agences implanté dans la région parisienne et les principales villes françaises.

De même, à partir de 1969, la banque met en place un réseau de filiales et succursales bancaires dans le monde entier, au Moyen et Proche-Orient, en Extrême-Orient, en Amérique du Nord, tandis que l'expansion en Europe se poursuit et que la banque s'intéresse aux investissements miniers notamment en Afrique via sa filiale COFIMER. Sur les marchés de capitaux, elle devient un des acteurs principaux du secteur euro-obligataire et de celui des swaps. **Elle gagne la première place dans les émissions libellées en ECU**, avec la création en 1984, sur l'initiative du président Haberer, de Paribas Capital Markets à Londres.

Grâce à Jacques de Fouchier, devenu président en 1969, la banque noue des liens de plus en plus étroits avec le groupe de la Compagnie bancaire dont il est le fondateur.

Au cours des années 1970-1980, Paribas connaît également un développement de ses activités de gestion pour compte de tiers, particuliers et institutionnels, traditionnellement centrées sur Genève depuis le XIXe siècle, puis élargies à Paris, Luxembourg, Londres, New York et Tokyo, avec la création de Paribas Asset Management.

A cette même époque, la banque choisit de s'allier avec des établissements de même nature comme le britannique SG Warburg et l'américain AG Becker, pour constituer aux Etats-Unis une investment bank Warburg Paribas Becker, reprise en 1984 par Merrill Lynch.

Enfin Paribas s'intéresse dès la fin des années 1970 au domaine du financement du négoce pétrolier où, opérant notamment de Genève, New York, Londres et Paris, elle s'est imposée de façon durable comme un leader mondial dans ce secteur.

De la Banque de Paris et des Pays-Bas à Paribas, nationalisation, privatisation, fusion

A la suite de l'arrivée d'un gouvernement de gauche au pouvoir, un large mouvement de nationalisation est mis en place par la loi du 13 février 1982. **Paribas est nationalisé** et Jean-Yves Haberer succède à Pierre Moussa ; il décide d'adopter le nom de Paribas (adresse télégraphique de la banque depuis le début du siècle), par souci de simplification et de clarté : Compagnie financière de Paribas, Banque Paribas. Paribas continue de progresser sous la présidence de Jean-Yves Haberer qui préserve aussi l'activité de la Compagnie bancaire.

En 1987, Michel François-Poncet, nommé président directeur général en juillet 1986, mène avec succès la privatisation réalisée en vertu de la loi du 2 juillet 1986 : Paribas compte désormais 3,8 millions d'actionnaires individuels. Avec l'arrivée d'André Lévy-Lang en 1990, une nouvelle organisation structurelle en lignes de métier mondiales est mise en place : banque commerciale, activités de marché, gestion institutionnelle et privée, conseil, tandis que Paribas affaires industrielles gère les participations industrielles et commerciales.

Parallèlement, une nouvelle structure juridique est instaurée en 1991 avec un conseil de surveillance et un directoire, présidés respectivement par Michel François-Poncet et André Lévy-Lang. La banque est alors confrontée à la grande crise immobilière de 1993.

A partir de 1996, la banque Paribas mène une politique active d'acquisitions et de cessions : après avoir cédé la Banque ottomane au groupe turc Dogus, elle lance en 1997 des OPE sur le Cetelem et la Compagnie bancaire dont elle est le principal actionnaire depuis 1969. Elle cède dans le même temps le Crédit du Nord à la Société générale et vend ses filiales à réseau en Belgique et aux Pays-Bas au groupe belge Bacob-Arco. Sous le seul nom de Paribas, un nouvel ensemble voit le jour le 12 mai 1998 : l'assemblée générale des actionnaires ratifie la fusion de la Compagnie financière de Paribas, de la Banque Paribas et de la Compagnie bancaire, ainsi que de la Compagnie de navigation mixte. Cette opération aboutit à une nouvelle organisation en trois secteurs d'activités : banque d'affaires, gestion d'actifs, épargne et services financiers spécialisés.

Fin 1998, un projet de rapprochement avec la Société générale n'aboutit pas : en effet, la BNP lance une double OPE sur la Société générale et Paribas au début de 1999, qui conduit à la prise de contrôle de Paribas et à **la fusion des deux établissements le 23 mai 2000, pour former le Groupe BNP Paribas.**

Aux origines de Paribas

La Banque de Paris et des Pays-Bas naît en 1872 de la fusion entre la Banque de crédit et de dépôt des Pays-Bas et la Banque de Paris.

Le nouvel établissement, installé dans l'immeuble de la Banque de Paris au 3 rue d'Antin à Paris, s'inscrit dans la tradition de la haute banque européenne dont il est issu. En effet, la Banque de crédit et de dépôt des Pays-Bas, fondée en 1863 à Amsterdam, était déjà le résultat d'alliances entre maisons familiales européennes opérées sous la conduite de l'influent et créatif Louis-Raphaël Bischoffsheim, banquier à Amsterdam depuis les années 1820. Pour sa part, la Banque de Paris avait été fondée à Paris en 1869 par Adrien Delahante, Edmond Joubert et Henri Cernuschi.

Dès sa création, la Banque de Paris et des Pays-Bas s'impose en tant que chef de file de l'émission des emprunts de libération du territoire destinés à couvrir le paiement de l'indemnité de guerre due par la France à l'Allemagne à la suite de la guerre de 1870. La collecte des fonds s'effectue par l'intermédiaire de son siège parisien et de ses trois succursales européennes : Amsterdam, Bruxelles et Genève dont la force de placement constitue un des atouts majeurs de la nouvelle banque.

Les activités d'une grande banque d'affaires française, 1872-1914

Durant cette période, la Banque de Paris, comme on continuait de l'appeler, développe deux grands types d'activités : les émissions de titres sur le marché français et le financement des entreprises, avec la mise en place progressive d'une stratégie industrielle.

Entre 1872 et 1914, la BPPB connaît une période de prospérité, notamment sous la présidence d'Eugène Goüin, l'un de ses fondateurs (1895-1909). Elle dirige de nombreux syndicats d'émission d'emprunts d'états ou de collectivités. Dans le même temps, elle constitue un important portefeuille-titres, en France et surtout à l'étranger, notamment dans les entreprises industrielles (comme le norvégien Norsk Hydro) ou de services publics, (chemins de fer, tramways, électricité).

L'Europe représente, en 1913, plus de la moitié du portefeuille-titres avec la création ou la prise de participations dans de nombreuses banques : Banco Español de Credito, Banca Commerciale Italiana, Banque russo-asiatique, première banque russe de l'époque, et d'autres établissements en Europe centrale.

Hors d'Europe, la banque participe, dès la fin du XIXe ou au début du XXe siècle à la création d'établissements de crédit en Amérique du Nord (Crédit foncier franco-canadien, Banco Nacional de Mexico), et du Sud (Banque française et italienne pour l'Amérique du Sud-Sudaméris), ainsi qu'en Asie (Banque franco-japonaise) et en Afrique (Banque d'Etat du Maroc).

Elle établit également des relations étroites de correspondants avec les grands représentants de la finance internationale qui lui permettent d'étendre son influence outre-mer, sans pour autant disposer d'un réseau bancaire proprement dit. Pendant la Première Guerre mondiale, la banque participe activement à l'effort de guerre (emprunts de la défense nationale, développement d'une industrie d'armement).

Une stratégie prudente dans l'entre-deux-guerres et pendant la Seconde Guerre mondiale

La période d'instabilité politique et financière de l'entre-deux-guerres européen voit un relatif repli de l'établissement. Horace Finaly, directeur général entre 1919 et 1937, oriente avec

prudence sa politique sur la voie des prises de participations industrielles, dans le prolongement des opérations d'émission, dans les secteurs de la chimie, l'électricité, le pétrole, avec la création de la Compagnie française des pétroles et le développement de relations étroites avec Esso Standard et les pétroliers roumains (Steaua Romana) ; de même, la banque s'engage dans les secteurs de la sidérurgie et de la communication, avec Havas, Hachette et la Compagnie générale de TSF.

Durant cette période, le portefeuille étranger diminue au profit de la France et de son empire. Toutefois, à la suite de l'éclatement de l'empire austro-hongrois, et à la demande de l'Etat français, Paribas intervient activement dans cette zone au travers de la Banque des pays de l'Europe centrale, issue de la Länderbank autrichienne. Par ailleurs, des positions importantes sont préservées ou même développées en Amérique et au Moyen-Orient, en particulier avec la Banque ottomane, dont la banque devient actionnaire de référence à partir de 1920.

La Seconde Guerre mondiale est une période de faible activité, la banque étant coupée de ses affiliations et correspondants dans les pays alliés. Elle perd aussi une partie de ses actifs étrangers notamment en Europe centrale et en Norvège (Norsk Hydro), mais reste active dans les territoires d'outre-mer (Maroc). Parallèlement, elle s'intéresse au développement de brevets industriels en particulier dans le secteur énergétique, dans la perspective d'une reprise espérée des activités économiques, une fois le conflit terminé.

Vers une diversification des métiers

Dans le cadre de la loi du 2 décembre 1945 qui refonde le système bancaire français, la BPPB choisit le statut de banque d'affaires et échappe ainsi à la nationalisation.

La nouvelle législation bancaire lui permet de mettre son activité au service des entreprises et de favoriser ainsi la restructuration de l'industrie française pour lui permettre d'affronter la concurrence internationale dans les domaines nouveaux de l'informatique, avec Bull, et de l'électronique, avec le rapprochement Thomson, Brandt, CSF.

Jean Reyre, directeur général de 1948 à 1966 puis président jusqu'en 1969, développe le financement des exportations de biens d'équipement dans le monde, spécialement vers les pays en voie de développement grâce à des formules nouvelles de crédits à l'exportation à moyen terme : dans la sidérurgie en Amérique latine (par exemple Paz del Rio en Colombie, Cosipa au Brésil), dans l'électricité avec le projet de Cabora Bassa au Mozambique, ainsi que dans la pétrochimie en Scandinavie. Poursuivie jusque dans les années 1970-1980, cette stratégie permettra l'élaboration de projets de grande envergure comme le métro de Caracas au Venezuela ou dans l'aéronautique européenne avec Airbus.

Au plan industriel, la banque s'affirme notamment dans l'industrie papetière (La Rochette), le pétrole (Total, Aquitaine), les secteurs métallurgique et sidérurgique avec Nord-Est et Usinor, et dans le tourisme, aux côtés de chefs d'entreprise innovants avec le Club Méditerranée par exemple, ou les Wagons Lits. A l'international, la BPPB renforce sa présence en Extrême-Orient, en Europe centrale, en URSS et au Moyen-Orient, notamment en Iran où Paribas devient actionnaire de la Banque de Téhéran en 1958, et ouvre au début des années 1960 une investment bank à New York (1960), puis des filiales à Londres et Luxembourg (1964) devançant la réouverture du marché international des capitaux (1965).

La Compagnie financière de Paris et des Pays-Bas

A la suite des lois Debré de 1966-1967 qui décloisonnent les activités de banque de dépôts et de banque d'affaires, Jean Reyre procède en 1968 à une importante réorganisation structurelle et juridique de l'établissement : le groupe est désormais coiffé par une société holding, la Compagnie financière de Paris et des Pays-Bas, dont les participations se répartissent en quatre grandes filiales spécialisées :

- La BPPB reprend l'activité bancaire et financière de l'ancienne banque.
- L'OFPI, Omnium de participations financières et industrielles, réunit l'ensemble des participations industrielles du groupe en France.
- L'OPB, Omnium de participations bancaires, constitue le pôle de participations bancaires et financières françaises.
- Paribas International reprend le contrôle des entités bancaires à l'étranger et, d'une manière plus générale, des participations hors de France.

A la recherche de ressources, la banque tente de prendre le contrôle du Crédit industriel et commercial en 1968 ; cette tentative se heurte à l'opposition de la Compagnie financière de Suez et aboutit finalement à un accord en 1971, aux termes duquel elle prend le contrôle du Crédit du Nord et de la Banque de l'union parisienne, qui sont fusionnés sous son égide. Parallèlement, la banque, présente à Paris et Marseille, développe à partir de 1967 un réseau d'agences implanté dans la région parisienne et les principales villes françaises.

De même, à partir de 1969, la banque met en place un réseau de filiales et succursales bancaires dans le monde entier, au Moyen et Proche-Orient, en Extrême-Orient, en Amérique du Nord, tandis que l'expansion en Europe se poursuit et que la banque s'intéresse aux investissements miniers notamment en Afrique via sa filiale COFIMER. Sur les marchés de capitaux, elle devient un des acteurs principaux du secteur euro-obligataire et de celui des swaps. **Elle gagne la première place dans les émissions libellées en ECU**s, avec la création en 1984, sur l'initiative du président Haberer, de Paribas Capital Markets à Londres.

Grâce à Jacques de Fouchier, devenu président en 1969, la banque noue des liens de plus en plus étroits avec le groupe de la Compagnie bancaire dont il est le fondateur.

Au cours des années 1970-1980, Paribas connaît également un développement de ses activités de gestion pour compte de tiers, particuliers et institutionnels, traditionnellement centrées sur Genève depuis le XIXe siècle, puis élargies à Paris, Luxembourg, Londres, New York et Tokyo, avec la création de Paribas Asset Management.

A cette même époque, la banque choisit de s'allier avec des établissements de même nature comme le britannique SG Warburg et l'américain AG Becker, pour constituer aux Etats-Unis une investment bank Warburg Paribas Becker, reprise en 1984 par Merrill Lynch.

Enfin Paribas s'intéresse dès la fin des années 1970 au domaine du financement du négoce pétrolier où, opérant notamment de Genève, New York, Londres et Paris, elle s'est imposée de façon durable comme un leader mondial dans ce secteur.

De la Banque de Paris et des Pays-Bas à Paribas, nationalisation, privatisation, fusion

A la suite de l'arrivée d'un gouvernement de gauche au pouvoir, un large mouvement de nationalisation est mis en place par la loi du 13 février 1982. **Paribas est nationalisé** et Jean-Yves Haberer succède à Pierre Moussa ; il décide d'adopter le nom de Paribas (adresse

télégraphique de la banque depuis le début du siècle), par souci de simplification et de clarté : Compagnie financière de Paribas, Banque Paribas. Paribas continue de progresser sous la présidence de Jean-Yves Haberer qui préserve aussi l'activité de la Compagnie bancaire.

En 1987, Michel François-Poncet, nommé président directeur général en juillet 1986, mène avec succès la privatisation réalisée en vertu de la loi du 2 juillet 1986 : Paribas compte désormais 3,8 millions d'actionnaires individuels. Avec l'arrivée d'André Lévy-Lang en 1990, une nouvelle organisation structurelle en lignes de métier mondiales est mise en place : banque commerciale, activités de marché, gestion institutionnelle et privée, conseil, tandis que Paribas affaires industrielles gère les participations industrielles et commerciales.

Parallèlement, une nouvelle structure juridique est instaurée en 1991 avec un conseil de surveillance et un directoire, présidés respectivement par Michel François-Poncet et André Lévy-Lang. La banque est alors confrontée à la grande crise immobilière de 1993.

A partir de 1996, la banque Paribas mène une politique active d'acquisitions et de cessions : après avoir cédé la Banque ottomane au groupe turc Dogus, elle lance en 1997 des OPE sur le Cetelem et la Compagnie bancaire dont elle est le principal actionnaire depuis 1969. Elle cède dans le même temps le Crédit du Nord à la Société générale et vend ses filiales à réseau en Belgique et aux Pays-Bas au groupe belge Bacob-Arco. Sous le seul nom de Paribas, un nouvel ensemble voit le jour le 12 mai 1998 : l'assemblée générale des actionnaires ratifie la fusion de la Compagnie financière de Paribas, de la Banque Paribas et de la Compagnie bancaire, ainsi que de la Compagnie de navigation mixte. Cette opération aboutit à une nouvelle organisation en trois secteurs d'activités : banque d'affaires, gestion d'actifs, épargne et services financiers spécialisés.

Fin 1998, un projet de rapprochement avec la Société générale n'aboutit pas : en effet, la BNP lance une double contre OPE sur la Société générale et Paribas au début de 1999, qui conduit à la prise de contrôle de Paribas et à **la fusion des deux établissements le 23 mai 2000, pour former le Groupe BNP Paribas.**